

ETUDIANTS - GALERE A TOUS LES ETAGES

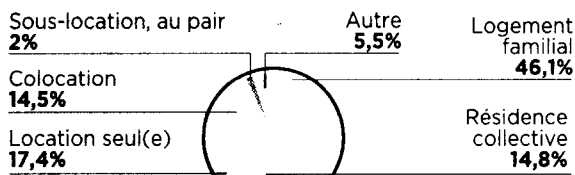
Qui sont les étudiants?

étudiants en 2003

- 1 327 000 étudiants dans les universités
- 246 000 en sections de techniciens supérieurs
- 115 000 dans les instituts universitaires de technologie
- 74 300 en classes préparatoires aux grandes écoles
- 91 000 dans les instituts de formation des maîtres et 394 700 dans les autres établissements (écoles d'ingénieurs, de commerce)
- 54,7 % de filles, 45,3 % de garçons
- Les 3/4 sont célibataires

Où habitent-ils?

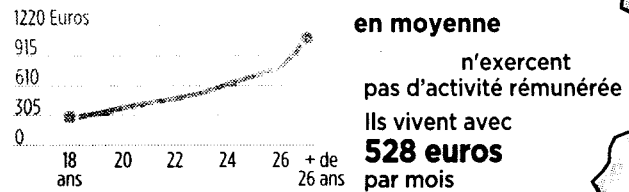
vivent à Paris ou en région parisienne



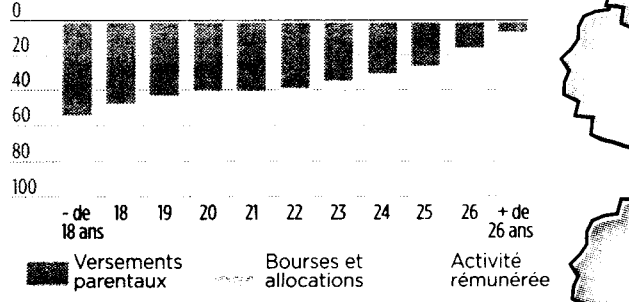
56% habitent un studio*
 *Parmi ceux ne vivant pas dans leur logement familial.
44,2% touchent une aide au logement*

De quoi vivent-ils?

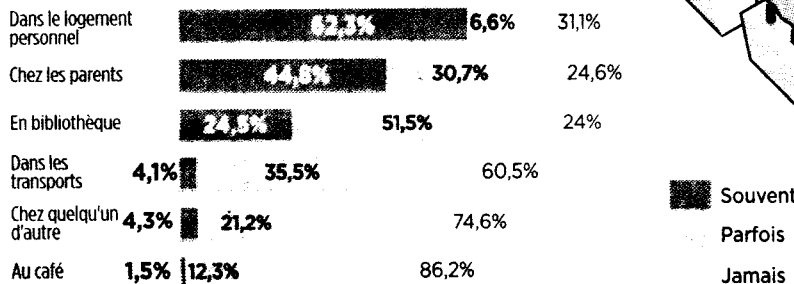
Age et montant des ressources monétaires



La répartition des ressources (en %)

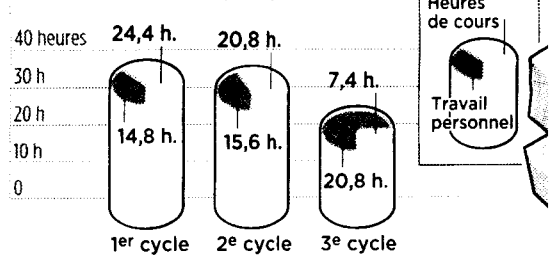


Où étudient-ils?



Quel temps consacré aux études?

Cumul hebdomadaire, par cycle.



Malgré le report du projet de loi sur l'autonomie, les cafouillages sur l'allocation logement et les droits d'inscription, Luc Ferry s'est dit hier satisfait de la rentrée.

Tout va bien, parole de Luc Ferry. Le ministre de l'Education nationale donnait hier une conférence de presse sur la rentrée universitaire, qui «s'est bien passée, dans le calme», a-t-il assuré. Le sujet est délicat. En mai, le ministre avait dû abandonner son projet de réforme sur l'autonomie des universités en

plein conflit social. Des syndicats étudiants appelaient à la grève des examens et le projet de modernisation était vivement contesté au sein même de nombreux conseils d'administration des facultés. Au centre de la contestation: le refus d'une mise en concurrence des établissements. Cinq mois plus tard, les relations entre l'enseignement supérieur et son

ministre ne sont toujours pas au beau fixe. Mais Luc Ferry maintient le cap, pour

juin 2004. «*Je souhaite que la réforme passe cette année. Mais nous avons une année électorale avec trois élections. Or, un des effets pervers de la vie démocratique, c'est que beaucoup de gens en privé vous disent que la réforme est formidable mais qu'ils s'y opposeront en public pour des raisons politiques.*» Les syndicats étudiants l'attendent au tournant. L'Unef a préparé une campagne d'affichage plutôt drôle sur le thème «*Fac Academy, qui sera éliminé?*»

Et puis, il y a des souvenirs amers. Les étudiants n'ont pas oublié que le gouvernement a tenté de réduire leurs allocations logement pendant l'été. Luc Ferry a expliqué hier que ce n'était pas son idée, mais celle de Gilles de Robien, son homologue du Logement. Les décrets d'ap-

plication de cette mesure ont finalement été «*annulés*». Mais, «*ça ne résout rien au problème du logement des étudiants*», commente Yassir Fichtali, président de l'Unef. Les jeunes ne cessent de dénoncer leurs difficultés pour supporter un loyer élevé depuis que les prix de l'immobilier ont flambé (lire page 6).

Le parc des logements en cité universitaire est insuffisant: 150 000 places pour 384 000 demandes cette année. Et ces logements sont en piteux état: la moitié du parc a besoin d'une sérieuse rénovation. Le ministre propose de discuter d'un accompagnement social des étudiants (lire page 5). Il a lancé «*trois tables rondes sur cette question*». Il détaille: «*L'héri-*

tage est très lourd, les bâtiments sont dans un état... Regardez Jussieu!» Les ●●●

●●● étudiants ne vont pas le contredire.

Les conditions d'accueil se compliquent à mesure que le nombre d'étudiants augmente: 22 000 de plus cette année. Le ministre a promis hier qu'il disposerait bientôt, via la loi de finances 2004, «*d'argent frais*» pour l'enseignement supérieur. Et qu'il tenait à «*tordre le cou à la rumeur: il n'y aura pas d'augmentation des droits d'inscription*». Le président de l'Institut d'études politiques de Paris a pourtant fait ce choix. Que Luc Ferry juge «*courageux*». «*C'est une expérience encourageante*», a précisé le ministre. Mais l'idée n'est pas de l'appliquer aux universités. Reste, a-t-il confié hier au *Figaro*, «*qu'un jour ou l'autre il faudra poser la question des droits d'inscription*.»

Quand il évoque son université idéale, Ferry imagine des étudiants proches de leurs enseignants, «*comme les étudiants américains, qui sont reçus quatre fois par semaine par leurs profs*». Il voudrait que les facultés françaises soient «*attractives*». Qu'elles donnent envie à des étudiants «*américains, russes, chinois, brésiliens*» de venir en France. Mais pour cela, il serait sûrement opportun de rendre les conditions de vie des étudiants plus agréables. Et moins chères. ◆

MARIE-JOËLLE GROS

Ferry se désintéresse des «sans-fac»

Les «sans-fac» voudraient se faire entendre de Luc Ferry. Ce sont des étudiants venus du continent africain pour la plupart, qui n'arrivent pas à obtenir une inscription à l'université. On leur oppose des problèmes d'équivalence de diplômes et, souvent aussi, de papiers: ils sont ballottés entre les services administratifs de la fac et ceux de la préfecture. Lundi soir, ces «sans-fac» ont été évacués violemment de l'université de Nanterre. Les services du ministre ne semblaient pas vraiment au courant hier. Les «sans-fac» ne sont pas, *a priori*, prévus au programme du «Conseil national pour l'accueil des étudiants étrangers» souhaité par Luc Ferry. Explication: «*Il s'agit de créer une vraie politique d'accueil, avec des pays et des filières choisies. Pas d'arrivées non contrôlées, mal maîtrisées.*»

Le professeur Georges Felouzis, sociologue, a dirigé un ouvrage collectif sur l'université:

«Ils ont besoin d'un confort minimal»

L'université ne se contente pas de mal compenser les inégalités sociales, elle est en elle-même productrice d'inégalité(s). Analyse du sociologue Georges Felouzis, professeur à l'université Victor-Segalen de Bordeaux, qui vient de diriger l'ouvrage collectif *Les Mutations actuelles de l'université* (PUF, 2003).

En quoi les conditions de vie matérielles influent-elles, aujourd'hui plus qu'hier, sur la réussite des étudiants?

Elles influent de plusieurs façons. Premier exemple: les filières qui exigent un fort investissement en temps interdisent aux étudiants de travailler à côté; c'est le cas notamment des IUT ou des classes préparatoires. Deuxième exemple: il y a à l'université des étudiants en moyenne plus âgés qu'avant. Les besoins ne sont pas les mêmes à 23 ans qu'à 18 ans, le lien avec la famille non plus. Et puis, rappelons que de nombreuses études ont établi que les étudiants ont besoin d'un confort minimal en termes d'habitat, d'alimentation, de santé...

La démocratisation de l'université semble être en panne. Comment l'expliquez-vous?

Tout dépend de ce que vous appelez «démocratisation». Aujourd'hui, des centaines de milliers de jeunes accèdent à l'université alors que leurs parents n'y avaient pas accédé. C'est, en soi, une réussite et elle est à porter au crédit de l'université: les classes préparatoires et les grandes écoles n'en ont pas fait autant. Mais l'université ne répond pas comme elle le devrait aux enjeux de cette démocratisation.

Sont-ils avant tout d'ordre social?

Ils le sont en partie. Le poids des aspects économiques dans le parcours des étudiants est connu de longue date et il faut en compenser les effets négatifs. De ce point de vue, le vieux système des surveillants me semblait excellent: il ne s'agissait pas d'une simple assistance mais d'un contrat de réussite - l'étudiant qui échouait n'avait plus droit à ce dispositif. Si on fait de l'accompagnement social, c'est bien pour que les étudiants réussissent! Pour le dire au-

trement: l'aide sociale est un moyen, pas une fin. Or, les inégalités se nouent aussi dans d'autres registres.

Lesquels?

D'abord, je pense qu'il faut considérer l'enseignement supérieur dans son ensemble et pas seulement l'université. La désaffection des bacheliers à l'endroit des premiers cycles universitaires est plus importante que ce qu'elle devrait être, même en période de baisse démographique. Cela signifie que les bacheliers vont ailleurs: en classes préparatoires, en IUT, en BTS... Comme par hasard, l'Etat investit plus pour ces filières que pour l'université: 6590 euros par étudiant et par an à l'université, 12910 euros en classe préparatoire! La conséquence la plus visible de ces écarts touche aux taux d'encadrement. Plus il y a d'enseignants, mieux ils peuvent accompagner les étudiants.

L'accompagnement social est donc une condition nécessaire, mais pas suffisante, de la démocratisation?

Oui. D'autant qu'aux inégalités sociales s'ajoutent des inégalités internes à l'université: les savoirs et les compétences que valide un même diplôme sont très variables selon les sites universitaires. Pour le dire brutalement: vous pouvez obtenir une licence en sachant peu de chose dans une université, et ne pas l'obtenir en sachant plus de choses dans une autre.

En plus, pour un même diplôme, le taux de réussites peut varier du simple au double!

Est-ce à dire que le caractère national des

diplômes est un mythe?

Absolument. Si l'on voulait être fidèle à la réalité, on entérinerait ce que personne n'ignore: le nom de l'université où on a fait ses études compte autant que le diplôme qu'on y a décroché. Ça, c'est un vrai problème d'égalité.

Que faut-il faire: homogénéiser les examens au niveau national, comme pour le bac?

C'est impossible. Mieux vaudrait assumer la réalité et accorder plus d'autonomie aux universités.

Ces idées sont taboues dans les syndicats étudiants et enseignants majoritaires...

Je le sais. Sans m'expliquer pourquoi ils sont si attachés à une conception aussi formelle de l'égalité que celle qui prévaut aujourd'hui. Qu'est-ce qui compte: avoir le même intitulé de diplôme partout même si ça ne recouvre rien de réel ou avoir partout des diplômes de valeur dont on saura ce qu'ils recouvrent?

En disant cela, ne minimisez-vous pas le poids du social dans la réussite ou l'échec à l'université?

Non: ce poids existe, il a été très bien décrit par la sociologie depuis le milieu des années 60 et cette approche conserve ses vertus, de même que l'approche sur les inégalités culturelles. Mais le débat doit avancer: il faut désigner les autres facteurs d'inégalité. Aujourd'hui, les inégalités qui résultent des phénomènes que je décris sont le fruit du hasard et de l'arbitraire, de la dispersion d'un système incapable de définir des règles collectives. ◆

Recueilli par EMMANUEL DAVIDENKOFF